Nations Unies S/PV.4469



Conseil de sécurité

Provisoire

Cinquante-septième année

4469e séance

Mercredi 6 février 2002, à 11 heures
New York

Président :	M. Aguilar Zinser	(Mexique)
Membres :	Bulgarie	M. Tafrov
	Cameroun	M. Mbayu
	Chine	M. Wang Yingfan
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	M. Negroponte
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Levitte
	Guinée	M. Fall
	Irlande	M. Ryan
	Maurice	M. Latona
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eldon
	Singapour	Mme Lee

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

02-24348 (F)



La séance est ouverte à 11 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président *(parle en espagnol)* : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, M. Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Brahimi à prendre place à la table du Conseil.

Je me réjouis de la présence du Secrétaire général parmi nous et je l'invite à prendre la parole.

Le Secrétaire général *(parle en anglais)* : C'est un grand plaisir que de me trouver au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je suis venu faire part de mes réflexions à propos de ma récente visite en Asie. Si cela vous convient, Monsieur le Président, M. Brahimi fera ensuite un exposé plus détaillé sur la situation sur le terrain en Afghanistan.

Je me suis rendu au Japon, au Pakistan, en Afghanistan, en Iran et au Qatar. Au Japon, j'ai rencontré le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères et j'ai participé à la Conférence internationale sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan. Au Pakistan, j'ai rencontré le Président Musharraf et le Ministre des affaires étrangères, M. Sattar, et j'ai été présent au Forum sur le développement humain du Pakistan. En Afghanistan, j'ai rencontré le Président Karzai et les membres de l'Administration intérimaire, ainsi que des représentants de la société civile et des groupes de femmes, et le général McColl de la Force internationale d'assistance à la sécurité m'a fait un exposé général. En Iran, j'ai rencontré l'Ayatollah Khamenei, le Guide suprême, ainsi que le Président Khatami, le Ministre des Affaires étrangères, M. Kharrazi, et le Président du Parlement. Enfin, j'ai rencontré l'Émir du Qatar.

Concernant l'Afghanistan, comme je l'ai dit auparavant, nous obtiendrons plus de précisions de la part de M. Brahimi, mais la situation en Afghanistan a bien sûr été au centre des discussions que j'ai eues avec mes interlocuteurs dans toute cette région. Je me suis senti très encouragé par les annonces de contributions qui ont été faites à Tokyo – 4,5 milliards de dollars sur cinq ans – et j'ai exprimé mon ferme appui au processus politique issu de Bonn. Le Président Karzai a dit qu'il était fermement attaché à la transparence et à l'obligation redditionnelle en ce qui concerne l'utilisation de toute l'aide et a dit qu'il comprenait parfaitement que le rôle de la communauté internationale consistait à aider les Afghans à s'aider eux-mêmes. Je vois que Mme Ogata, qui a présidé cette réunion, est ici ce matin.

Dans le même temps, lorsque nous analysons les annonces de contributions, nous voyons qu'il y a un certain nombre de déséquilibres critiques. La Conférence a mis l'accent sur les besoins à long terme, mais l'Administration intérimaire de l'Afghanistan a besoin d'argent aujourd'hui, par exemple pour verser les salaires des fonctionnaires. En effet, l'aide fait cruellement défaut dans l'immédiat. La communauté internationale doit relever le défi aujourd'hui et ensuite demeurer engagée à long terme.

La sécurité a été la préoccupation principale de chacune des personnes que nous avons rencontrées en Afghanistan. En effet, la situation en matière de sécurité reste précaire et, sans sécurité, la reconstruction ne sera pas possible et les bailleurs de fonds ne vont pas pouvoir débourser l'argent qu'ils ont annoncé avec autant de générosité.

La deuxième grande préoccupation a été que l'Administration intérimaire puisse disposer des ressources pour verser les salaires des fonctionnaires. Sans ressources, l'Administration va rapidement perdre sa crédibilité et ne sera pas à même d'étendre son autorité dans l'ensemble du pays, sapant ainsi les chances de succès du processus de paix à long terme.

M. Brahimi vous donnera de plus amples détails sur chacune de ces questions.

Un élément essentiel dans le relèvement de l'Afghanistan sera l'appui que lui apporteront ses voisins. Le Président Musharraf, pour sa part, s'est fermement engagé à travailler avec l'Administration intérimaire et l'Organisation des Nations Unies. Il a invité le Président Karzai et d'autres membres de

l'Administration intérimaire à se rendre au Pakistan, et j'ai transmis ce message aux autorités afghanes. Le Président Musharraf a promis également de prendre des mesures à l'encontre de tout Taliban ou membre de l'organisation Al-Qaida rencontré au Pakistan et de faire en sorte que le territoire pakistanais ne soit pas utilisé par des Afghans qui voudraient renverser l'administration centrale à Kaboul. D'autre part, le Président a dit clairement qu'il est dans l'intérêt national du Pakistan et de la région dans son ensemble que l'Afghanistan soit stable.

L'Iran, lui aussi, est attaché au renforcement de l'autorité de l'Administration intérimaire. L'Iran, qui, à l'instar du Pakistan, a accueilli de nombreux réfugiés pendant de nombreuses années et qui a entretenu de longues relations commerciales et autres avec l'Afghanistan, admet également qu'il est dans son intérêt national que l'Afghanistan soit stable. Les autorités iraniennes ont déclaré par ailleurs qu'elles ne toléreraient pas la présence de Taliban ou de membres de l'organisation Al-Qaida sur leur territoire.

Tant l'Iran que le Pakistan se sont engagés à travailler conjointement ainsi qu'avec les autres voisins de l'Afghanistan. Cette telle démarche régionale est très prometteuse et j'entends qu'elle devienne un pilier important de la stratégie utilisée par l'ONU face à ce problème.

À Islamabad, j'ai également eu la possibilité de parler des relations entre l'Inde et le Pakistan. Le Président Musharraf était très préoccupé par l'escalade du potentiel militaire et s'est dit prêt à dialoguer. Il a également réaffirmé sa détermination, exprimée dans son courageux discours du 12 janvier, de prendre des mesures énergiques contre les groupes armés extrémistes.

Pour ma part, j'ai insisté sur la nécessité non seulement d'une désescalade militaire immédiate, mais aussi d'un dialogue soutenu et résolu en vue de régler cette situation, pour que l'on ne voie pas apparaître d'autre crise dans quelques semaines ou quelques mois. À cette fin, j'ai renouvelé mon offre de bons offices au cas où les deux parties souhaiteraient y recourir.

Un autre sujet de vive préoccupation, qui a été abordé en Iran et au Qatar ainsi que dans mes entretiens avec le Secrétaire d'État Colin Powell en marge de la Conférence de Tokyo, a été l'escalade de la violence entre Israéliens et Palestiniens. Nous devons trouver une façon de faire revenir les parties à la table de négociation, où il faut que toutes les questions soient traitées : celle du terrorisme comme de l'occupation. Faute de ce cadre politique plus large et faute d'une amélioration du sort des Palestiniens, je crains que les progrès soient presque impossibles et que le risque d'une poursuite des violences ne soit considérable.

M. Larsen a fait un exposé au Conseil la semaine dernière sur cette question; je continuerai, pour ma part, à faire tout le possible pour aider à trouver de nouveaux moyens de sortir de ce qui est manifestement une impasse très dangereuse.

Je sais qu'il tarde à chacun d'entendre Lakhdar Brahimi et je vais donc terminer ici. Avec son équipe, il a réalisé un travail remarquable. D'ailleurs, partout où je me suis rendu au cours de ce voyage, le personnel des Nations Unies s'est révélé une source constante d'inspiration. En dépit de conditions extrêmement difficiles, l'engagement de ces agents ne se dément pas, et l'ampleur du travail qu'ils arrivent à réaliser vous coupe véritablement le souffle. Ils contribuent de manière déterminante à aider le peuple afghan à saisir cette occasion unique et ils méritent notre appui constant.

Le Président *(parle en espagnol)* : Au nom du Conseil, je remercie le Secrétaire général des informations qu'il vient de nous communiquer sur son voyage en Asie et ses conversations avec les dirigeants de la région.

Je donne maintenant la parole à M. Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.

M. Brahimi *(parle en anglais)* : C'est un honneur de revenir au Conseil pour l'informer, Monsieur le Président, et c'est aussi un privilège et un plaisir que de prendre la parole sous votre présidence. Je tiens à vous adresser tous mes voeux, ainsi qu'aux nouveaux membres du Conseil pour les deux années où ils vont siéger ici.

Depuis la passation des pouvoirs en Afghanistan, le 22 décembre, l'Administration intérimaire, sous la direction de Hamid Karzai, s'est employée à s'établir comme Gouvernement central de l'Afghanistan. Évidemment, elle a rencontré beaucoup d'obstacles sur sa route, dont l'absence de personnel formé, la destruction des bâtiments ministériels et le manque de matériel, notamment de téléphones, et d'autres articles

de première nécessité dont toute administration a besoin pour fonctionner correctement.

Toutefois, des progrès ont été faits et la plupart des ministères commencent à s'acquitter de leurs responsabilités. L'une des plus grandes réussites de l'Administration a été le paiement des salaires des fonctionnaires, le 22 janvier, soit dès le tout premier mois de l'existence de l'Administration. Cela a grandement contribué à renforcer la crédibilité de l'Administration.

Les contributions versées au Fonds de l'Autorité intérimaire de l'Afghanistan, géré par le Programme des Nations Unies pour le développement, ont aidé de manière déterminante l'Administration à payer les traitements en temps voulu. Nous sommes très reconnaissants à tous les gouvernements qui ont versé une contribution au Fonds, mais il faudra encore beaucoup plus d'argent pour permettre à l'Administration intérimaire de continuer de payer les traitements des fonctionnaires au cours des prochains mois et de fournir au peuple afghan le strict minimum que tout peuple attend en général de son gouvernement.

La Conférence de Tokyo, comme vient de le dire le Secrétaire général, a bénéficié d'une excellente participation à un haut niveau et les engagements de contributions ont été substantiels. La détermination dont a fait preuve la communauté internationale était encourageante, mais je ne saurais trop insister sur la nécessité de donner suite, de façon urgente, à ces promesses, en versant au plus tôt ces contributions. L'Administration intérimaire ne peut compter que sur la générosité de la communauté internationale pour se doter des moyens lui permettant de mettre en route la reconstruction du pays le plus rapidement possible. Chacun comprend combien il importe d'éviter une situation où des fonds importants sont attendus, mais où très peu sont réellement disponibles pour le travail urgent à réaliser dès à présent.

Comme vient de le dire le Secrétaire général, la sécurité est bien la principale préoccupation de la population afghane. Il demeure encore des points chauds dans tout le pays et des tensions se font sentir périodiquement, ce qui fait craindre à la population que la paix ne dure pas. En même temps, dans d'autres parties du pays, la situation reste calme.

La semaine dernière, des tensions sont apparues à la fois dans l'est et dans le nord. À Mazar-e-Charif, deux des principales factions ont fait venir leurs troupes dans la ville et certains signes semblaient indiquer la possibilité d'un conflit militaire grave. Le 1er février, un effort de médiation conjoint de l'Administration intérimaire et de l'ONU a conduit au renouvellement d'un accord de démilitarisation, aux termes duquel des bases et des postes non autorisés ont été redéployés en dehors de la ville et la sécurité a été confiée à une force de police conjointe. C'est un événement très important, bien qu'il y ait encore des rumeurs non confirmées faisant état d'affrontements à l'extérieur de la ville.

Le conflit de Gardez, à l'est, n'est pas encore réglé, bien que les affrontements militaires aient cessé le 2 février. D'après les indications dont on dispose, les forces de l'une des factions seraient actuellement déployées en dehors de la ville, équipées d'armes lourdes, et menaceraient d'attaquer de nouveau.

Ces affrontements montrent que la paix en Afghanistan reste fragile. Parallèlement, la présence visible, dans la capitale, des contingents de la Force internationale d'assistance à la sécurité a permis d'améliorer la sécurité à Kaboul, ce qui a conduit à des demandes de plus en plus insistantes des Afghans moyens, des membres de l'Administration intérimaire et même des seigneurs de la guerre en faveur du déploiement de cette force dans le reste du pays. Nous tendons à être d'accord avec ces demandes et nous espérons qu'elles recevront un accueil favorable et une attention urgente du Conseil de sécurité.

À moyen et long terme, toutefois, c'est la création d'une police et d'une armée vraiment nationales qui sera critique pour l'amélioration et la stabilisation de la situation en Afghanistan en matière de sécurité.

Une réunion très utile a eu lieu en marge de la Conférence de Tokyo pour examiner précisément l'appui de la communauté internationale à la réforme du secteur de la sécurité. Pour ce qui est de la police, les autorités afghanes ont demandé au Gouvernement allemand d'en assurer la formation et de leur fournir une assistance, et nous avons fortement appuyé cette demande. En conséquence, une délégation allemande s'est rendue à Kaboul le mois dernier et a réalisé une évaluation préliminaire des besoins. Une réunion est maintenant prévue à Berlin le 13 février pour discuter des besoins spécifiques de la police afghane et des façons dont divers gouvernements pourraient prêter assistance. Dans l'intervalle, le Royaume-Uni a accepté de fournir, par le biais de la Force internationale

d'assistance à la sécurité, 190 000 livres sterling pour le matériel de communication et autre matériel de base à la police de Kaboul pour ses besoins les plus immédiats.

La création d'une armée nationale est également une priorité, et la communauté internationale va être appelée à fournir une assistance sous forme de formation, salaires, etc. Pour l'heure, la Force internationale d'assistance à la sécurité a entrepris de former un bataillon de 600 gardes nationaux à partir du 26 février – une initiative tout à fait heureuse qui montrera, j'en suis certain, que le fait d'aider l'Afghanistan à créer une armée nationale est réalisable. J'espère également que la communauté internationale tiendra compte du fait qu'il faudra aider ceux qui ont participé aux nombreuses guerres qu'a connues l'Afghanistan au cours des 25 dernières années à retourner à la vie civile dans la dignité. En Afghanistan, comme dans la plupart des situations d'après conflit, aider les anciens combattants à se réinsérer dans la société est un aspect essentiel du processus de paix.

Je voudrais souligner que la population afghane a de très grandes attentes et espère que l'Administration intérimaire améliorera rapidement et considérablement la situation en matière de sécurité. Le Ministre de l'intérieur et le Ministre de la défense ont demandé avec insistance que l'aide internationale soit fournie à la police et à l'armée, respectivement, aussi rapidement que possible, et je suis d'avis que nous ne pouvons nous permettre d'agir lentement sur cette question. Le temps est un élément fondamental.

Les activités de secours de l'ONU illustrent également la situation en matière de sécurité disparate dans diverses parties du pays. Les opérations de secours continuent de s'accélérer, et l'accès à plusieurs régions qui jusqu'à récemment étaient considérées comme des régions dangereuses s'améliore. Durant le mois de janvier, par exemple, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales ont pu distribuer 6 000 tonnes de denrées alimentaires à Kandahar seulement. Le personnel des organismes de secours a également pu avoir accès à plusieurs districts dans les provinces de Konar et de Laghman et à la route reliant Jalalabad à Kaboul, ce qui a permis au personnel international de se rendre de Peshawar à Kaboul par la route. Une distribution dans toute la ville a commencé hier à Mazar-e-Charif. C'est la troisième distribution de ce type cette année, après celles d'Herat et de Kaboul.

Des évaluations plus systématiques des besoins sont également en cours, ainsi que des évaluations rapides de la situation des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des communautés susceptibles d'être candidates à un retour; dans certains cas, ces évaluations sont pratiquement terminées. Cette semaine, le Programme alimentaire mondial a déployé six hélicoptères pour effectuer des missions d'évaluation rapide dans des zones difficiles d'accès, en particulier pour vérifier les rapports faisant état de pénuries alimentaires, voire de disettes, comme certains membres l'ont peut-être vu à la télévision, dans des régions isolées du centre-ouest de l'Afghanistan.

En dépit de ces faits encourageants, l'insécurité continue d'entraver les efforts de secours dans de nombreuses parties du pays. Trois provinces entières dans l'est – Paktia, Khost et Paktika – restent pratiquement interdites au personnel humanitaire. Il en va de même pour de nombreux districts du sud-ouest de l'Afghanistan, où plusieurs routes principales restent extrêmement dangereuses. La seule voie d'accès qui reste entre Kaboul et Bamiyan, par exemple, a été bloquée en raison des tensions dans la région de Ghorbund.

En outre, les tensions à Mazar-e-Charif ont presque donné lieu à l'évacuation du personnel des Nations Unies la semaine dernière, alors que la situation à Gardez a effectivement forcé l'évacuation du personnel local des Nations Unies qui n'a pas encore été en mesure d'y retourner. Même dans des zones considérées comme étant relativement sûres, telles qu'Herat et Kaboul, l'environnement en matière de sécurité pour le personnel des organismes de secours reste très précaire.

L'insécurité continue également d'avoir de graves incidences sur le mouvement des populations, car elle entraîne davantage de déplacements de populations et n'incite pas les réfugiés et les personnes déplacées à rentrer chez eux. L'insécurité sera un facteur encore plus déterminant et préoccupant lorsqu'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées voudront rentrer dans leurs foyers aux mois de mars et avril pour la saison des semences.

Nombre de ceux qui sont revenus dans le pays – près de 105 000 personnes en tout en janvier – se

sont installés dans les zones urbaines considérées comme étant sûres, Kaboul et Herat en particulier, plutôt que de retourner dans leurs régions d'origine, ce qui place une pression encore plus grande sur les très faibles capacités de prestation de services de ces villes. En même temps, les Afghans cherchant refuge au Pakistan continuent d'arriver au poste frontière de Chaman. Des rapports faisant état de discrimination à l'encontre des minorités pashtounes dans le nord du pays et la présence continue d'armes dans certaines poches de concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays nous préoccupent gravement.

L'Accord de Bonn a prévu la formation d'une Commission spéciale indépendante chargée de convoquer une *loya jirga* extraordinaire dans le mois qui suivra la passation du pouvoir. C'était l'une des préoccupations principales de l'Administration intérimaire et de l'ONU en janvier. La composition de la Commission a été annoncée par le Président Karzai en présence du Secrétaire général lors de sa visite à Kaboul le 25 janvier. Tous les 21 membres ont accepté de faire partie de la Commission, et le groupe a entamé ses travaux le 29 janvier. La Commission se réunit tous les jours et sera officiellement inaugurée par le Président Karzai demain.

La Commission a confirmé son intention de tenir la *loya jirga* extraordinaire dans le délai de cinq mois prévu par l'Accord de Bonn et de tenir de larges consultations dans le pays afin de s'assurer que tous les segments de la population afghane sont représentés à la *loya jirga*. Un effort très marqué a été fait pour veiller à ce que les membres de la *loya jirga* soient aussi indépendants que possible, et la composition de la Commission a dans l'ensemble été bien acceptée par la population afghane.

Parallèlement, l'ONU a aidé à l'élaboration d'une proposition concernant le réétablissement d'une commission de la fonction publique, y compris la préparation d'une liste de candidats éventuels susceptibles de faire partie de cette commission. Cette proposition est maintenant entre les mains de l'Administration intérimaire, qui devrait statuer rapidement et faire de la commission de la fonction publique une réalité.

Avec la mise en place de la Commission de la *loya jirga* dans les délais prévus par l'Accord de Bonn, et avec la création prochaine de la commission de la fonction publique, deux des jalons essentiels du processus de paix ont été franchis avec succès. Nous avons maintenant l'intention de centrer nos efforts sur l'aide à l'Administration intérimaire, afin de créer les deux autres commissions qui sont prévues dans l'Accord de Bonn, à savoir la Commission judiciaire et la Commission des droits de l'homme.

Je voudrais maintenant parler brièvement de la structure de la mission de l'ONU. Il s'agit, bien entendu, d'une de nos principales préoccupations, car nous devons parachever dès que possible la structure de la future mission en Afghanistan. Il y a eu de longs débats sur cette question ici à New York, au sein de la Cellule de mission intégrée ainsi que du Comité exécutif pour les affaires humanitaires du Groupe des Nations Unies pour le développement, tout comme au sein des diverses institutions qui travaillent sur le terrain. Nous sommes actuellement très près de parvenir à un consensus sur la structure de cette future mission. Il s'agira d'une mission intégrée qui laissera une « empreinte légère », c'est-à-dire que la présence internationale de l'ONU sera réduite au minimum requis et que nos collègues afghans se verront confier un aussi grand rôle que possible. Les discussions que j'ai eues tant à Kaboul et à New York indiquent qu'il y a un consensus au sein de l'ONU concernant cette approche.

M. Nigel Fisher, qui a été nommé par le Secrétaire général Représentant spécial adjoint pour les affaires humanitaires en Afghanistan, jouera un rôle important dans la coordination des activités des différentes composantes du système des Nations Unies qui travaillent dans le domaine des secours, de la reconstruction et du redressement, et veillera à ce que nous travaillions conformément à la vision et aux objectifs de l'Administration intérimaire.

Dans un proche avenir, le Secrétaire général nommera également un Représentant spécial adjoint pour remplacer M. Vendrell, qui a pris sa retraite après une longue et remarquable carrière au sein de l'ONU et a participé avec distinction et dévouement aux efforts que l'ONU déploie actuellement pour aider le peuple afghan à se sortir de cette longue et difficile crise.

Il nous semble que la réunion de Bonn a eu lieu il y a très longtemps, mais en fait ce n'est pas du tout le cas. L'Accord n'a été conclu que le 5 décembre, soit il y a exactement deux mois. L'Administration intérimaire se met peu à peu en place, et le Président Karzai est devenu une personnalité connue dans le

monde entier. Cependant, cette Administration n'a été instaurée que le 22 décembre, c'est-à-dire il y a à peine six ou sept semaines.

L'Afghanistan a déjà progressé quelque peu sur la voie menant vers la paix et la stabilité. Toutefois, cette voie est encore très longue et semée de dangers. Le peuple afghan est fatigué, épuisé même, par suite des conflits qui ont détruit son pays et menacé l'existence même de la nation. Il souhaite la paix, et il sait qu'il a encore besoin de l'appui de ses amis et voisins ainsi que de la communauté internationale tout entière. Les Afghans, même les plus modestes, savent que l'ONU a un rôle central à jouer pour mobiliser et canaliser cet appui.

Le Secrétaire général a été en mesure d'entendre certaines de leurs attentes lors des entretiens qu'il a eus à Kaboul avec le Président Karzai et ses collègues, ainsi que lors de ses échanges avec la société civile et durant sa visite dans une école de filles. Je pense qu'il a aussi pu s'en rendre compte dès son atterrissage à l'aéroport de Kaboul, où il a été accueilli par une équipe de démineurs – des travailleurs héroïques qui tentent de débarrasser leur territoire des vestiges les plus douloureux des horribles guerres que l'Afghanistan a subies.

Notre espoir, et celui du peuple afghan, c'est que la communauté internationale en général, et en particulier l'ONU, demeureront aux côtés du peuple afghan à long terme, comme l'a indiqué le Secrétaire général.

Le Président *(parle en espagnol)* : Je remercie M. Brahimi des renseignements qu'il nous a fournis. En tant que Président, je souligne les énormes efforts qu'il a déployés en sa qualité de Représentant spécial du Secrétaire général, comme des circonstances extrêmement difficiles l'ont exigé de lui. Je le félicite, ainsi que la Mission de l'ONU et le Secrétaire général, du travail qu'ils ont réalisé.

Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, je vais maintenant inviter les membres du Conseil à prendre part à des consultations officieuses afin de poursuivre le débat sur cette question.

La séance est levée à 11 h 45.